France

05/03/2025

Chute inattendue de la production industrielle

La production industrielle française s'est nettement contractée en janvier, confirmant le mauvais début d'année.

La production industrielle française s'est nettement contractée en janvier, confirmant le mauvais début d'année. Elle a diminué de manière imprévue de 0,6 % pour l'ensemble de l'industrie (après une baisse de 0,5 % en décembre). La baisse était de 0,7 % pour l'industrie manufacturière, après une diminution de 1 % en décembre. À l'exception de la production de matériel de transport, qui a bien rebondi après une forte chute en décembre, la plupart des branches de l'industrie ont vu leur production diminuer au cours du mois.

Cette baisse inattendue de la production industrielle confirme que le premier trimestre a mal démarré pour l'activité économique française. On savait déjà que la consommation de biens des ménages avait reculé de 0,5 % en volume en janvier, malgré la période des soldes. La contraction de la production industrielle signifie qu'une nouvelle baisse du PIB au premier trimestre devient de plus en plus probable, après la contraction de 0,1 % observée au quatrième trimestre 2024. Néanmoins, la légère amélioration du climat des affaires en février, notamment dans le secteur industriel, pourrait indiquer un mois de février légèrement meilleur que janvier. Si cette tendance se poursuit en mars, le PIB pourrait se stabiliser au premier trimestre et éviter une nouvelle contraction.

Dans l'ensemble, la conjoncture en France reste très dégradée. Si l'inflation n'est clairement plus un problème pour l'économie française, la faiblesse de l'activité en est un très clair. L'incertitude entourant le budget et le gouvernement a pesé sur l'activité. Bien que cette incertitude ait diminué, le budget plus restrictif pèsera sur l'économie française dans les prochains mois. Le contexte international, y compris le risque de tarifs douaniers supplémentaires, pèse lourdement sur la confiance des entreprises. À ce stade, il y a peu de signes d'une reprise réelle pour le reste de l'année. La nette détérioration du climat de l'emploi, qui a atteint son point le plus bas depuis mars 2015 en raison de la dégradation des perspectives d'embauche des entreprises, est un signe très significatif que le dynamisme économique restera faible dans les prochains trimestres. Dans un contexte incertain et avec un marché du travail moins dynamique, le taux d'épargne des ménages risque de rester élevé, pesant sur la dynamique de la consommation. Enfin, il est peu probable que les éventuelles dépenses supplémentaires en défense et les plans budgétaires allemands aient un impact significatif sur l'activité française en 2025. Nous tablons toujours sur une croissance du PIB de 0,6 % en 2025, après 1,1 % en 2024.

Charlotte de Montpellier
Senior Economist

Clause de non-responsabilité à la fin du document

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("**ING**") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.